



Compte-rendu de la réunion du 11 janvier 2016

L'énergie en Europe, sous les contraintes climatique et géopolitique

1. Organisation du Groupe de travail Géopolitique de l'énergie (iDées)

Fonctionnement des réunions iDées

Alexandre ROJEY, Animateur iDées

Introduction à la réunion

Jean-Pierre FAVENNEC, Animateur Idées et Professeur IFP School

2. Exposés

Politique énergétique européenne et changement climatique

Claude MANDIL, Ancien Directeur Exécutif de l'AIE

La présentation pdf est disponible sur le site de la Fondation

- Les résultats de la politique énergétique européenne sont en apparence satisfaisants (réduction des émissions de GHG, efficacité énergétique, part des renouvelables), mais ces résultats sont en trompe-l'œil.
- Alors que les émissions carbone ont diminué dans toute l'Europe, l'empreinte carbone a augmenté en raison des importations. En France l'empreinte carbone a augmenté de 659 à 666 Millions de tonnes, alors que les émissions de CO2 ont baissé de 541 à 460 Millions de tonnes.
- Les coûts ont été très élevés : 20 milliards par an en Allemagne pendant 20 ans ; en France, des investissements à 600 Euros par tonne d'équivalent CO2. De ce fait, en France, la CSPE a augmenté de 550%.
- La politique suivie a été marquée par des contradictions (politique de l'oxymore) : renouvelables exemptés du marché, marché ETS faussé par les permis gratuits.
- Les résultats ont été très négatifs, à la fois sur le plan économique et sur le plan environnemental.
- Pour sortir de cette solution il faudrait non seulement plus d'Europe, mais aussi « mieux d'Europe », en réorganisant le marché de l'énergie.

Relation UE-Russie : le problème du gaz

Sylvie CORNOT-GANDOLPHE, IFRI

La présentation pdf est disponible sur le site de la Fondation

- Le gaz naturel est beaucoup moins important pour la Russie en termes d'exportations que le pétrole, mais il assure 54% de la fourniture interne d'énergie et représente donc un pilier de l'économie russe.



- La Russie assure 30% de la fourniture de gaz naturel de l'Union Européenne. Cette part est restée relativement stable, mais le volume de gaz consommé a régulièrement diminué depuis 2010.
- Outre la tendance défavorable du marché, l'Union Européenne a introduit de nombreuses contraintes qui ont défavorisé la position de Gazprom en Europe.
- La compagnie Gazprom a été en outre confrontée à une situation intérieure peu favorable : ralentissement de l'économie et concurrence accrue.
- La diversification des exportations vers l'Asie n'a produit que des résultats limités et l'évolution reste lente.
- La politique suivie par la Russie dans le domaine des liaisons par gazoducs a subi des volte-face successives : en décembre 2014, abandon du projet South Stream, en décembre 2015, suspension du projet Turkish stream.
- De nouvelles opportunités pourraient se présenter en Europe pour la Russie, du fait de la nécessité de réduire la part du charbon et du déclin de la production intérieure (Groningue).
- La Russie cherche à s'adapter au contexte européen (prise en compte de la réglementation européenne, projet de doublement de North Stream). Une solution de compromis, impliquant également l'Ukraine, pourrait émerger à terme.

3. Discussion / Conclusion

Débat animé par Jean-Pierre Favennec, Animateur du Groupe Géopolitique

Politique énergétique européenne

- Introduire un prix du carbone n'est pas le seul levier d'action. Il est également possible d'agir par les normes. Les normes ont permis une diminution sensible des émissions des véhicules automobiles en Europe. Elles ont également contribué à faire évoluer la technologie.
- Le développement des véhicules électriques peut être un levier d'action sur le plan environnemental, mais uniquement à condition de disposer d'électricité bas carbone.
- La Grande-Bretagne a fait évoluer sa politique énergétique vers plus de gaz naturel et plus de nucléaire, mais, ce faisant, s'est éloignée de l'Europe. Une plus grande intégration européenne ne peut représenter une solution, que sur la base de règles économiques solides.
- La place du charbon reste l'objet de débats. L'Allemagne peut difficilement se passer du charbon après sa sortie du nucléaire. La Pologne est fermement opposée à l'abandon du charbon.
- La France a beaucoup de mal à défendre ses choix au niveau européen.
- L'instauration d'une taxe carbone avec compensation aux frontières pourrait être une solution intéressante, mais il est difficile de la faire accepter au niveau politique.



- Les difficultés des électriciens européens représentent un risque pour l'Europe. Il est difficile de se passer de l'ensemble de compétences dont ils disposent, notamment dans le domaine du nucléaire. Construire une politique énergétique au niveau d'une agglomération n'est guère possible ni forcément souhaitable.

Relations UE-Russie dans le domaine du gaz naturel

- La réalisation de nouvelles lignes de transport pour l'approvisionnement de l'Europe n'est pas critique, car les lignes actuelles sont déjà en surcapacité.
- La réalisation du Northstream permet d'éviter les droits de transit. Son doublement intéresse tout particulièrement la Russie, car c'est une façon d'éviter également les demandes d'autorisations de passage. C'est une option séduisante pour l'Allemagne, mais qui se heurte au mécontentement des pays du sud de l'Europe.
- Les producteurs autres que Gazprom (dont Rosneft et Novatek) pourraient jouer un rôle accru dans le futur et on peut même imaginer que Gazprom ne dispose plus du monopole d'exportation.
- Les ressources gazières de la Russie sont amplement suffisantes pour répondre aux besoins. Le principal problème concerne le niveau des investissements nécessaires pour exploiter le gaz naturel.
- Le développement des renouvelables est plutôt un atout pour le gaz naturel, qui va devenir de plus en plus nécessaire pour assurer le back-up.
- L'Ukraine a eu tendance à compenser par du charbon le déficit en gaz naturel venant de Russie, mais cette situation peut être estimée comme sans doute provisoire.
- La stratégie européenne reste peu lisible, en raison des positions différentes et parfois contradictoires entre les différents États membres.

4. Prochaine réunion

Groupe Idées Géopolitique

Lundi 4 avril 2016
Domaine de Vert Mont